

Déclaration sur l'honneur¹

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°13/DH/BH/2025 en date du 07/08/2025 à 10H30

Objet du marché : Travaux de réaménagement de l'Institut Mohammed VI des lectures et études coraniques à Rabat.

A - Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS² sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)³numéro⁴:.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)⁵numéro⁶:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

¹ En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

² Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

³ Supprimer la mention inutile.

⁴ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

⁵ Supprimer la mention inutile.

⁶ Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



B - Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de :

Numéro téléphone :

Numéro du fax :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la **CNSS**⁷, sous le numéro:.....

Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro :

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la **TGR**)⁸ numéro⁹:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

2) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné..... (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de.....

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :

Adresse du domicile élu :

Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....

Affiliée à la **CNSS** sous le numéro¹⁰:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la **TGR**)¹¹ numéro¹²:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

⁷ Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

⁸ Supprimer la mention inutile.

⁹ Le relevé d'identité bancaire (**RIB**) contient **24** positions.

¹⁰ Indiquer la **CNSS** ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.

¹¹ Supprimer la mention inutile.

¹² Le relevé d'identité bancaire (**RIB**) contient **24** positions



Déclare sur l'honneur :

- 1 - Q**ue je remplis les conditions prévues à l'article **14** de l'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°**258.13** du **6 Kaada 1434 (13 Septembre 2013)** fixant le règlement des marchés des travaux, de fournitures et de services conclus par l'administration des Habous au profit des Habous publics ;
 - 2 - M'**engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
 - 3 - M'**engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - **À** veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (**50%**) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
 - **À** m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article **14** de l'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°**258.13** du **6 Kaada 1434 (13 Septembre 2013)** fixant le règlement des marchés des travaux, de fournitures et de services conclus par l'administration des Habous au profit des Habous publics ;
 - 4 - Atteste** que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
 - 5 - Atteste** que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
 - 6 - Étant** en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres¹³;
 - 7 - Je m'engage** à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
 - 8 - Je m'engage** à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
 - 9 - J'atteste** que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
 - 10 - J'atteste** que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article **40** de l'arrêté du ministre des Habous et des Affaires Islamiques n°**258.13** du **6 Kaada 1434 (13 Septembre 2013)** fixant le règlement des marchés des travaux, de fournitures et de services conclus par l'administration des Habous au profit des Habous publics.

Fait à....., le.....
Signature et cachet du concurrent



¹³ À supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.